

**TRAVAUX DE DECONSTRUCTION DE BATIMENTS
SUR LE SITE DE LA FORÊT DE SUZAC**

**Communes de Saint Georges de Didonne
et Meschers sur Gironde (17)**

certification Qualibat 1552, ou équivalent obligatoire

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

MAITRE D'OUVRAGE

CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Délégation Centre - Atlantique

10 rue du Docteur Peltier

BP 50 081

17302 ROCHEFORT CEDEX

1. PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux de désamiantage, de déconstruction, de démolition et de gestion des déchets de bâtiments et autres éléments construits situés sur le site de la Forêt de Suzac sur la commune de Saint Georges de Didonne et Meschers sur Gironde (17).

La situation des bâtiments et éléments à démolir est indiquée sur les plans annexés au présent CCTP (annexe descriptions des parcelles et des éléments à éliminer).

1.2. Bâtiments et éléments à déconstruire (descriptif et photos en annexe au CCTP)

L'ensemble des éléments construits ou déposés sur les parcelles sont à déconstruire sauf mention contraire dans le descriptif et à éliminer. Le descriptif et les photographies l'illustrant sont donnés à titre indicatif.

Amiante : la présence d'amiante est avérée dans la plupart des bâtiments.

Plomb : la présence de plomb dans les peintures est avérée dans plusieurs bâtiments

Termites : Il a été relevé des indices visibles d'infestation de termites dans un bâtiment.

Les rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition rédigés par la société AUGRY sont annexés au présent CCTP.

Les rapports de mission de repérage du plomb avant travaux rédigés par la société AUGRY sont annexés au présent CCTP.

Les rapports de l'état relatif à la présence de termites dans les bâtiments rédigés par la société AUGRY sont annexés au présent CCTP.

1.3. Etendue de la prestation

-Désamiantage et déconstruction

Les prestations comprennent :

- Les installations de chantier nécessaires au désamiantage et à la déconstruction
- Les installations électriques de chantier et l'accès à l'eau
- Les dispositifs de prévention et d'extinction de départ de feu
- La mise en place des clôtures autour des périmètres de démolition avant l'intervention de l'entreprise et jusqu'à la fin du chantier de démolition, nettoyage compris.
- L'enlèvement et l'élimination des encombrants (vieux meubles, vêtements,...) et autres déchets présents dans les bâtiments à démolir et ainsi que sur les parcelles des bâtiments.
- L'enlèvement et l'élimination des caravanes (parcelles AN310-313)
- La dépose, leur conditionnement et l'évacuation des matériaux contenant de l'amiante
- La déconstruction sélective des locaux permettant un tri des déchets en amont de la démolition des structures

- Le comblement des puits par du sable pris sur le terrain et leur arasement à 0,5 m en dessous du terrain naturel
- La démolition par moyens mécaniques des bâtiments, éléments bâtis de toute nature présents sur les parcelles et de toutes les parties enterrées.
- L'évacuation en centre de stockage agréé ou en centre de valorisation des gravats
- L'arrachage et l'évacuation des arbres et arbustes non indigènes et leur évacuation en déchetterie ou leur valorisation (sauf indication contraire dans le descriptif).
- Le nettoyage soigné des parcelles de manière à ne laisser aucun déchets
- La remise en état du site (nivellement)

Après désamiantage, il sera procédé à une déconstruction éventuellement manuelle des éléments de second œuvre, afin de pouvoir séparer d'une part les matériaux inertes, d'autre part les matériaux considérés comme DIB (déchets industriels banals). Cette déconstruction a pour objectif de respecter la réglementation actuelle sur la gestion des déchets.

L'entreprise devra prendre en charge la démolition intégrale des bâtiments concernés, y compris les fondations et petits ouvrages annexes extérieurs : murets, dallages, cuves, etc. Les puits seront comblés par du sable pris sur la parcelle et arasé à la cote -0,5 m /TN.

Elimination des espèces végétales exogènes

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la nécessité de préserver les arbres existants lorsqu'ils ne sont pas concernés par leur enlèvement. Seuls les arbres et arbustes mentionnés dans l'annexe « descriptions des parcelles et des éléments à éliminer » seront arrachés et exportés avec leur système racinaire pour être éliminés. L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires dans le cadre du chantier pour préserver la végétation naturelle et spontanée.

Le brûlage des coupes en plein air est interdit.

1.4. Accès au site

L'entrepreneur devra prévoir dans son offre les contraintes d'accès au site, la sensibilité du site lié à son caractère forestier et à la nécessité de ne pas impacter la végétation indigène et adapter son matériel en conséquence.

Les candidats sont fortement invités à se rendre sur place afin d'appréhender les difficultés de circulation.

1.5. Dispositions générales

Les candidats sont invités à lire attentivement chaque article du présent document, afin de prendre la mesure exacte des prestations à réaliser.

Le fait de formuler une offre implique l'acceptation sans réserve des conditions d'exécution du marché.

Toutes les prestations et la mise en œuvre de tout moyen nécessaire pour parvenir à leur exécution seront exigées.

Les locaux seront pris en l'état le jour de l'ouverture du chantier, y compris les équipements intérieurs pouvant subsister qui devront être évacués par l'entrepreneur, lequel devra tenir compte, dans son prix, de la récupération de pièces lourdes et encombrantes éventuellement présentes, faite aux frais et risques de l'entreprise.

En dehors des dispositions prévues au présent CCTP, ce sont les dispositions prévues au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux qui s'appliquent.

Les plans joints au présent dossier ne le sont que pour information de l'entreprise qui doit, sous sa responsabilité, procéder à leur vérification et alerter, le cas échéant, le Maître d'ouvrage des inexactitudes constatées.

Les dépenses de chantier relatives aux consommations d'eau et d'électricité sont à la charge de l'entreprise. Elle devra par conséquent obtenir des concessionnaires intéressés les compteurs de chantier nécessaires.

1.6. Connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé avoir, avant remise de son offre, pris connaissance complète et entière des lieux et de leurs abords, effectué toutes enquêtes nécessaires afin de se rendre compte des sujétions particulières à la nature de l'opération et avoir, s'il le jugeait utile, sollicité du Maître d'ouvrage tous renseignements utiles.

Il est donc réputé avoir pu apprécier l'ensemble des contraintes liées au site, à son environnement et à l'état des bâtiments, en avoir tenu compte dans son offre. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une quelconque indemnité.

De plus, il est censé avoir effectué sa propre évaluation des quantités en jeu pour remettre son offre. Pour les ouvrages non visibles, il lui appartiendra d'évaluer les risques et de les inclure dans son offre.

Les entreprises sont **fortement invitées à visiter les lieux** afin de se rendre compte des accès, des dimensions, des quantités et de la nature exacte des bâtiments à démolir.

1.7. Consistance du CCTP et Pièces annexées

Le présent CCTP régit les travaux qui devront être réalisés et aboutir à leur parfait achèvement. Il ne pourra être invoqué ni erreur, ni omission, ni imprécision du présent document pour justifier la remise en cause des travaux et leur parfait achèvement, étant entendu que l'entrepreneur s'est rendu compte de la nature et de l'importance des travaux à réaliser. En tout état de cause, s'il constatait une quelconque omission ou imprécision, il devrait immédiatement le signaler, par écrit, au Maître d'ouvrage (via le profil acheteur PLACE (voir règlement de consultation)~~(via la PLACE)~~), pour obtenir les renseignements complémentaires avant remise de son offre.

Les documents suivants, publiés en annexe du présent CCTP, permettent d'apprécier la nature des contraintes propres à la démolition des bâtiments et l'ampleur des travaux :

- Descriptif non exhaustif des éléments à déconstruire et à éliminer
- Photos des principaux éléments à déconstruire
- Plan de localisation des bâtis à déconstruire
- Rapports de repérage de l'amiante réalisés par les sociétés AUGRY
- Rapports de mission de repérage du plomb avant travaux réalisés par la société AUGRY
- Rapports de l'état relatif à la présence de termites dans les bâtiments réalisés par la société AUGRY.

Ces éléments sont fournis à l'entreprise pour information. Il lui appartient de faire toutes les vérifications ou investigations qu'elle jugera utiles pour la constitution de son offre.

1.8. Textes réglementaires

Dans l'étude et l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra tenir compte des lois, stipulations, décrets, ordonnances, circulaires, arrêtés, textes officiels, Normes françaises homologuées, Documents Techniques Unifiés, aux règles de l'Art etc..., s'appliquant aux travaux à exécuter et à l'ouvrage considéré en vigueur à la date de démarrage des travaux.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, se prévaloir de la méconnaissance de l'un des textes entrant dans l'élaboration du présent programme.

L'entrepreneur devra, dans les phases préparatoires de chantier d'exécution et de réception se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques contractuels.

1.9. Impositions et autorisations des Services Administratifs

L'entreprise devra contacter les services compétents en matière de circulation urbaine de façon à obtenir l'autorisation d'interrompre la circulation aux abords du lieu des travaux, ainsi que pour la mise en place de la signalisation.

Elle devra se soumettre aux obligations imposées par le Maître d'ouvrage, les Communes de Saint Georges de Didonne et de Meschers sur Gironde concernant le maintien en état des voies et installations autour du chantier.

De même, l'entrepreneur est tenu d'obtenir, auprès des organismes concernés, tous les renseignements, autorisations et servitudes nécessaires à l'installation du chantier et à ses travaux.

En outre, l'entrepreneur devra faire son affaire personnelle de l'obtention de tous les accords et toutes les autorisations auprès des administrations et services publics compétents nécessaires à la réalisation de ses travaux en fonction de la technique proposée dans son offre, de ses conséquences et implications et des protections nécessaires.

Il devra de même obtenir des concessionnaires toutes les autorisations nécessaires.

1.10. Contrôle technique

Le maître d'ouvrage ne prévoit pas de faire appel à un bureau d'étude pour assurer le contrôle technique des travaux.

1.11. Coordination sécurité

Le maître d'ouvrage fera appel à un coordonateur SPS en fonction de la réglementation.

1.12. Diagnostic amiante

Les bâtiments ont fait l'objet d'un diagnostic amiante réalisé en application de la réglementation en vigueur et conformément à la norme NF X 46-020.

Les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante ont été réalisés par la société AUGRY

1.13. Sécurité du travail

L'entrepreneur sera responsable du chantier à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage des prestations.

D'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires, équipements électriques, fixes, mobiles, avec leurs protections, etc...

Il devra en assurer le maintien en bon état de fonctionnement.

Il devra vérifier que le personnel possède à sa disposition et utilise, (quelle que soit la qualification), les dispositifs de sécurité individuelle.

Il peut se faire aider dans sa mission par un spécialiste dûment agréé.

En cas de défaut, le maître d'ouvrage peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure qu'il estimerait indispensable, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse faire une demande de suppléments de prix ou délais.

Il devra aussi se conformer à toutes les demandes et exigences de l'OPPBTP, la CRAM et l'Inspection du travail.

Il devra en outre préciser tous les moyens de secours et d'évacuation mis en place.

L'attention de l'entrepreneur est attirée tout particulièrement sur la nécessité de réaliser les travaux objets du présent marché avec un minimum de nuisances (bruit, poussière) et d'impact sur les habitats naturels présents sur le site.

1.14. Réunion de chantier

Les réunions de chantier sont fixées par le Maître d'ouvrage et sur demande de celui-ci à tout moment en fonction de l'avancement des travaux.

Toutes les dispositions des procès verbaux de réunion prises dans le cadre du marché sont contractuelles, l'entrepreneur devra se conformer aux stipulations arrêtées.

Un délai de sept jours est consenti pour approbation ou observation sur les comptes rendu de réunion de chantier.

1.15. Plans et Procédures d'Exécution

L'entreprise a, à sa charge, l'établissement des documents d'exécution liés aux travaux de démolition : plans, procédures d'exécution.

Ces documents devront parvenir au Maître d'ouvrage, le cas échéant, au minimum 15 jours avant l'exécution des travaux correspondants.

1.16. Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinages, voiries, réseaux publics...

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître d'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers

2. TRAVAUX PREPARATOIRES

2.1. Période de préparation

L'entreprise dispose d'une période de préparation pendant laquelle elle doit fournir au Maître d'ouvrage :

- Le plan de retrait des matériaux amiantés conformément au décret en vigueur
- Les Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (DICT : formulaire CERFA n° 90-0189)
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) si besoin
- Un planning détaillé des exécutions
- Le plan d'installation de chantier
- Les plans de circulation
- La notice méthodologique des travaux à réaliser dans le mois qui suit la période de préparation (matériels utilisés, méthodes ...) et de la protection des alentours (réseaux, bâtiments, arbres ...)

L'entreprise devra prendre contact avec tous les organismes officiels (services de sécurité, protection civile, services municipaux, ...) ainsi que l'ensemble des concessionnaires afin de leur préciser les caractéristiques de l'intervention envisagée, les dispositions arrêtées relatives à la sécurité des biens et des personnes et à la conservation des ouvrages existants non inclus dans la démolition. Elle devra obtenir de l'ensemble des organismes intéressés toutes autorisations nécessaires, y compris celles relatives à l'acceptation par les services municipaux des trajets envisagés pour la circulation des poids lourds vers les décharges, trajets qui devront alors être respectés par l'ensemble des véhicules concernés.

De plus, l'entreprise devra envoyer à tous les concessionnaires, des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT : formulaire CERFA N° 90-0189).

2.2. Panneaux de chantier

Les panneaux de chantier seront fournis et mis en place par l'entreprise titulaire.

A l'entrée de la forêt de Suzac, aux endroits indiqués par le maître d'ouvrage, l'entreprise installera, avant le commencement du chantier, **deux panneaux de chantier de dimensions 1,5 m X 2 m avec indications du nom du chantier, de la référence des permis de démolir**, du Maître d'ouvrage, des organismes finançant l'opération, et des Entreprises. Ces panneaux seront retirés à la fin du chantier.

Pour chaque bâtiment à déconstruire, un panneau de chantier de taille 0,80 m X 1,20 m avec indications du nom du chantier, de la référence des permis de démolition, du Maître d'ouvrage, des organismes finançant l'opération, et des Entreprises sera installé à l'entrée de la parcelle d'assise.

2.3. Installations nécessaires au chantier

L'entreprise devra la réalisation de l'ensemble des installations nécessaires au chantier - dans le cadre des règles d'hygiène et de sécurité (réfectoires, sanitaires ...). L'installation de structures temporaires (algéco) sera soumise à l'avis du Maître d'ouvrage et **ne pourra se faire qu'à l'intérieur des périmètres de démolition.**

De plus, l'entreprise devra tenir à disposition des visiteurs un nombre suffisant de casques, bottes et chaussures de sécurité.

Installation électrique de chantier :

Le titulaire aura à sa charge :

La mise en place d'une installation électrique provisoire de chantier alimentée en basse tension (BT : 127, 220 ou 380 volts) et protégée au niveau de l'utilisation par disjoncteurs différentiels à haute sensibilité (TBTS : moins de 50 volts alternatifs ou de 120 volts continus). Prendre toutes dispositions pour que, pendant toute la durée des travaux, l'alimentation électrique des groupes d'extraction d'air soit assurée au niveau de la zone traitée.

Les frais de contrôle pour la vérification des installations de la conformité aux normes sont à la charge de l'entrepreneur.

Installation d'eau :

Le titulaire aura à sa charge les installations d'eau

Les points de raccordements possibles seront définis sur place en accord avec le maître d'ouvrage et éventuellement les concessionnaires intéressés. Si nécessaire, l'entreprise titulaire prendrait en charge l'amenée de citernes.

Dispositifs de prévention et d'extinction de départ de feu

Le chantier se déroule en forêt. Le titulaire aura à sa charge la mise en place de dispositifs de prévention et d'extinction de départ de feu. Ces dispositifs seront décrits dans le mémoire technique.

2.4. Réseaux

Tous les réseaux présents dans l'emprise des bâtiments à démolir seront à neutraliser avant tout démarrage des travaux, une DICT devra être réalisée par l'entreprise titulaire pour connaître l'emplacement exact des réseaux.

Préalablement à la démolition, l'entrepreneur s'assurera de l'arrêt effectif de toutes les alimentations en fluides des immeubles (eau, électricité, etc...) sous contrôle du Maître d'ouvrage en fournissant des attestations de coupures.

Les différents organismes ou sociétés concernés sont :

- ORANGE
- ENEDIS
- Syndicat des eaux de la Charente-Maritime (Eau 17), SAUR , Mairie de Saint Georges de Didonne, Mairie de Meschers sur Gironde
- Etc....

Le dévoiement des réseaux est à la charge du maître d'ouvrage.

La suppression des raccordements au réseau électrique ENEDIS est à la charge du maître d'ouvrage.

2.5. Gardiennage

Le gardiennage du chantier est sous la responsabilité de l'entreprise.

L'entreprise veillera à ce que le chantier soit parfaitement clos pendant toute la durée des travaux.

Dans son offre, l'entreprise devra préciser la méthodologie prévue pour le gardiennage et la clôture du chantier.

2.6. Nettoyage du chantier

Le nettoyage du chantier est à la charge de l'entreprise. Le chantier devra être nettoyé régulièrement y compris les réseaux, les abords et la voie publique salie ou dégradée du fait des travaux.

Les camions et engins de chantier devront être nettoyés avant d'entrer sur le site afin d'éviter l'introduction d'espèces végétales exogènes.

3. – DESAMIANPAGE

3.1. Description des travaux

L'entreprise devra le respect de l'ensemble de la réglementation applicable en matière d'amiante et du Code du Travail

3.2. Repérage des matériaux amiantés

Les travaux de désamiantage consisteront en la dépose et l'élimination de matériaux amiantés en place repérés par les entreprises AUGRY (cf rapports en annexe).

Dans ce cadre, le présent marché comprend l'enlèvement de l'intégralité des matériaux contenant de l'amiante avant réalisation des travaux de démolition.

L'entreprise devra déterminer les quantitatifs de sa propre initiative avant la remise de son offre.

Il est rappelé que tous les prix inhérents à des travaux intègrent la fourniture et la livraison du matériel et des fongibles nécessaires, ainsi que la fourniture des fluides et énergie.

Dans le cas où l'entreprise suspecterait la présence de matériaux pouvant contenir de l'amiante selon la norme NFX 46-020, dans les zones à démolir, non recensés par le diagnostic amiante, elle devra suspendre tous travaux sur les matériaux suspects et en faire immédiatement mention au Maître d'ouvrage.

3.3. Spécifications particulières liées aux travaux d'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante

Il est rappelé à l'entreprise qu'elle se doit de respecter la réglementation en vigueur concernant le suivi médical des employés réalisant des travaux relatifs à des matériaux contenant de l'amiante, ainsi que le Code du Travail.

Au terme de l'ensemble de la réglementation en vigueur, un **plan de retrait** doit être établi et transmis, par l'entreprise, à l'inspection du travail ainsi qu'aux services de prévention de la CRAM, après avis du CHSCT de l'entreprise

Ce plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante devra préciser sans ambiguïté :

- Les précautions

- Les modes opératoires

Avant, pendant et après l'intervention.

Cette démarche aboutira à l'obtention des autorisations administratives nécessaires auprès des autorités compétentes dans un délai de 1 mois à compter de la transmission du document.

L'entrepreneur fera diligence auprès des administrations afin d'assurer le démarrage des travaux dans le respect des délais impartis.

3.4. Travaux préparatoires protections collectives et protections individuelles

3.4.1. Signalisation

La zone de travaux sera interdite à toute personne étrangère au chantier de désamiantage. Un balisage et une signalétique spécifique seront mis en place en périphérie des zones de travail :

- Danger amiante
- Chantier interdit au public
- Protection respiratoire obligatoire

Il conviendra aussi d'effectuer un balisage de la zone de stockage des déchets.

3.4.2. Conditions d'accès

Les locaux à traiter seront condamnés durant les travaux. Leur accès sera réglementé et contrôlé.

En dehors des horaires de travail de l'entreprise, tous les accès seront condamnés et fermés.

En période de chantier, tout intervenant autorisé (Maître d'Ouvrage, Autorités compétentes) devra être muni d'une protection respiratoire de type P3 ou similaire ainsi que de toute la panoplie de protection individuelle qui sera fournie par l'entreprise.

3.4.3. Protections collectives

Il sera procédé à la mise hors tension des circuits électriques qui se situent dans la zone de travail. Il est recommandé d'utiliser une nacelle ou un système d'échafaudage pour la dépose des plaques situées en hauteur. Le nettoyage des surfaces est effectué par aspiration et filtration absolue.

La protection collective se basera, en extérieur, sur le balisage et la signalisation (par rubalise) d'une zone dite salle séparée de la zone dite propre.

L'ensemble du balisage sera suffisamment contreventé et solide pour éviter toute possibilité de rupture accidentelle de ce cordon sanitaire de sécurité.

3.4.4. Protections individuelles

Le personnel sera équipé des protections prévues par la réglementation.

3.5. Méthodologie de dépose

La méthodologie de dépose devra respecter la réglementation en vigueur.

3.6. Contrôles extérieurs

Un programme de contrôle visuel des travaux sera établi par le Maître d'ouvrage en contrôle extérieur.

Il portera sur toutes les phases du déroulement des travaux de manière ponctuelle et inopinée.

3.7. Conditionnement des déchets amiantés

Le conditionnement et l'élimination des déchets devront se conformer aux réglementations en vigueur.

Un registre de suivi des déchets amiantés sera tenu par l'entrepreneur.

4. Travaux de démolition

Les méthodes de dépose, de manutention, de stockage provisoire sur le chantier et d'élimination afin de réduire l'impact sur le milieu naturel seront à préciser dans le mémoire technique joint à l'offre (préciser les sites ou Centre de stockage agréés).

Le matériel utilisé devra être adapté à chaque bâtiment et accès aux bâtiments. (Pelles mécanique, nacelles, camions pour l'évacuation adaptés au gabarit routier et à l'espace disponible sur les différents sites).

L'entreprise devra limiter les nuisances sonores et respecter les heures. Le matériel devra être adapté au type de terrain afin de ne pas le dégrader par érosion et tassement du sol.

4.1. Curage du bâtiment et espaces avant démolition

Ces travaux correspondent à la déconstruction ou la dépose sans réemploi de tous les ouvrages existants à l'intérieur des bâtiments. Les travaux seront exécutés par tous les moyens appropriés en fonction des conditions de chantier et de son environnement, avec toutes les précautions prises pour ne causer aucun dommage aux ouvrages conservés.

Tous les matériels et matériaux récupérables seront acquis à l'entrepreneur qui devra les évacuer hors du chantier au fur et à mesure.

Avant démolition l'entrepreneur réalise le curage des bâtiments en déposant notamment (liste non exhaustive) :

- les étanchéités et leurs protections,
- les lanterneaux,
- les souches,
- les couvertines,
- les menuiseries extérieures et leurs occultations,
- les blocs-portes intérieurs et extérieurs,
- les cloisons légères,
- les placards et façades de gaines,
- les plafonds suspendus de toutes natures intérieurs et extérieures,
- les différents sols (PVC, carrelage, etc.),
- les ouvrages de métallerie intérieurs et extérieurs,
- les différents équipements techniques (chauffage, plomberie, VMC, électricité, etc.),
- le mobilier fixe non conservé...

4.1.1. Démolition des structures et charpentes bois

Les travaux de démolition sont exécutés avec soins, en prenant toutes précautions usuelles et en installant tous dispositifs réglementaires de sécurité. L'entrepreneur est tenu, avant commencement des travaux d'avertir les services compétents chargés du contrôle des éléments de sécurité sur le chantier.

A l'exclusion de l'usage de la boule, du BRH et de l'emploi d'explosifs, les modes de réalisation des démolitions sont laissés à l'initiative de l'entrepreneur qui les soumet au maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur ne peut élever de réclamation, ni prétendre à supplément de prix ou à prolongation du délai contractuel si certains ouvrages ou parties d'ouvrages prévus démolis dans son offre de tel mode doivent être exécutés par tel autre mode de réalisation.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition doivent rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui sont données par les services compétents.

L'entrepreneur doit lors de ce choix, tenir compte qu'il doit assurer dans tous les cas :

- la sécurité du personnel et la sécurité du public,
- la conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties,
- la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité,
- l'étanchéité des constructions contiguës,
- et toutes autres obligations qui lui sont imposées par les conditions particulières du chantier.

Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'entrepreneur doit prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur doit prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-déchets, etc., ainsi que tous étaielements, étrésillonnements, etc., qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il doit également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il est formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions.

Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

La proximité des bâtiments existants notamment des habitations, oblige l'entrepreneur à réaliser ses travaux à l'aide de moyens engendrant un minimum de poussières, de perturbations et de nuisances acceptables

La déconstruction de la charpente bois comprend la dépose de l'ensemble des pièces constitutive des charpentes principales des bâtiments (ossatures, contreventements, pannes...)

L'entreprise titulaire devra réaliser la démolition complète et soignée de l'ensemble des bâtiments présents sur site, à savoir, notamment (liste non exhaustive) :

- dépose des installations et appareils sanitaires,
- dépose des menuiseries extérieures,
- dépose des menuiseries intérieures, portes, bâtis, plinthes, habillage,
- démolition des faux plafonds y compris ossature et isolant,
- démolition de la tuyauterie, des gaines électriques, des luminaires,
- démolition des escaliers,
- démolition de cloisons et murs,
- dépose et évacuation des radiateurs et canalisations,

- dégazage, dépose et évacuation de la cuve à fioul ou gaz et des équipements de chaufferie, chaudière (y compris ensemble des accessoires, vases d'expansion...),
- dépose et évacuation de grilles,
- démolition des conduits maçonnés de fumées ou de ventilation,
- démolition des plafonds plâtre compris solivage,
- dépose des sols souples et sol en carrelage compris chape ciment et plinthes...

4.1.2. Démolition des dalles béton armé, purge des fondations, ouvrages annexes

Les travaux de démolition des bâtiments incluent la démolition des dallages et la purge complète des fondations des bâtis.

La prestation concerne la démolition de dallage en béton armé avec ses fondations complémentaires éventuelles, toutes finitions confondues, par tous moyens adaptés, y compris la découpe des. Sortie des gravats, manutention et transport sont inclus à la prestation.

La prestation comprend également :

- la dépose des canalisations sous et dans les dallages ainsi que des équipements sanitaires et/ou électriques le cas échéant.
- la démolition de tous les ouvrages annexes (murets, dallages, cuves enterrées, poteaux, mats ...).

Le dévoiement des réseaux est à la charge du maître d'ouvrage.

Les puits présents sur les parcelles faisant l'objet du marché seront déconstruits jusqu'à une profondeur de 50 cm sous le terrain naturel et comblés de sable pris sur place aux emplacements désignés par le maître d'ouvrage (emplacement des bâtiments déconstruits).

Tous les matériaux provenant des démolitions seront évacués conformément au SOGED.

4.1.3. Traitement des déchets non amiantés

Le titulaire doit organiser le tri sélectif (démarche chantier propre) sur le chantier afin d'assurer les différentes voies d'élimination des déchets en fonction de leur classement, à savoir :

- les déchets inertes (maçonnerie, pierre, plâtre, déchets),
- les déchets industriels banals (métaux ferreux ou non, bois traité, charpente, verre traité, fibres végétales et animales, emballages plastiques, ...),
- les déchets industriels spéciaux ou DTQD (déchets toxiques en quantités dispersées tels que colles, peintures, acide chlorhydrique, décapants, huiles de décoffrage, ...).
- les tuyauteries plomb

L'enlèvement et les droits de décharge sont à la charge de l'entrepreneur.

Les résultats de traçabilité suivante sont impératifs :

- **100% des déchets réglementés**
- **100% des déchets non réglementés**
- **75% de déchets de chantiers valorisés**

L'entrepreneur fournira obligatoirement les bordereaux de suivi des déchets.

La vente de matériaux sur la voie publique est interdite.

La récupération ou la réutilisation des matériaux d'emballage et des produits usagés est à la charge de l'entreprise, elle devra fournir les bordereaux nécessaires à la traçabilité de cette récupération.

En cas d'impossibilité de réutilisation, la collecte et l'évacuation, en centre agréé des déchets produits pendant ou après l'utilisation d'un produit ou matériau demeure à la charge de l'entreprise qui fournira les bordereaux nécessaires à la traçabilité de ce traitement.

Les dépôts divers, les produits ou matériaux pouvant présenter un danger pour la faune ou la flore, existants ou découverts lors des travaux sont à évacuer en décharge agréée ou en usine d'incinération.

L'entreprise fournira pour chaque type de déchets envisagés :

- Les différentes possibilités de mise en décharge et/ ou recyclage (valorisation), gestion sélective des déchets,
- Le nom et l'adresse de la décharge utilisée,
- Les bons de décharge avec lieu et quantités de matériaux mis en décharge.

Aucun nettoyage, aucune vidange de réservoir, de cuve, de bidon ne pourront avoir lieu sur le site. Le brûlage des déchets est interdit. Tout déversement, abandon ou enfouissement sur le domaine public ou sur le chantier est rigoureusement interdit. Les vidanges et nettoyage de cuves, et notamment celles ayant contenu des produits phytosanitaires, sont strictement interdits dans tout le périmètre des travaux.

Le remplissage des cuves sera exécuté aux endroits ayant reçu l'agrément du maître d'ouvrage.

Tous les stockages doivent être réalisés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, chutes, infiltrations dans le sol, odeurs), accompagnés des dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site qui doit être maintenu en bon état de propreté.

4.1.4. Bois et matériaux contaminés par les termites

Rappels réglementaires :

L 133-5 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Un bâtiment (dépendance parcelle AO92) est contaminé par les termites. Ce bâtiment étant situé en plein cœur de forêt, l'incinération sur place est interdite. L'entreprise proposera une méthodologie de traitement des bois et matériaux avant transport compatible avec la protection du milieu naturel.

4.1.5. Nettoyage du site

Les dépôts divers, les produits ou matériaux pouvant présenter un danger pour l'homme ou l'animal, existants sur les parcelles ou découverts lors des travaux sont à évacuer en décharge agréée ou en usine d'incinération (conformément à la législation en vigueur).

Les dépôts d'ordures seront repris, chargés et transportés en usine d'incinération conforme à la législation en vigueur, les frais de traitement sont à la charge de l'entreprise. Cette opération fera l'objet d'un constat d'achèvement à la demande de l'entreprise.

Les produits divers indésirables doivent être repris et évacués aux frais de l'entrepreneur. On entendra par produit indésirable ceux constitués en tout ou partie d'éléments inertes, organiques ou chimiques pouvant présenter un danger pour l'homme ou l'animal, et ceux susceptibles par leurs décompositions ou évolution de provoquer des désordres aux végétaux et au sol.

Que ces produits soient existants sur les parcelles ou découverts lors des travaux, ils sont à évacuer en centre d'enfouissement technique, station de compostage ou usine d'incinération (conformément à la législation en vigueur).

4.1.6. Remise en état des parcelles, accès et aires de stockage

Les excavations réalisées par la démolition devront être rebouchées, si nécessaire, et ceci grâce à un remodelage du terrain, en déblai-remblai. Aucun apport de matière organique ni de matériaux exogènes ne doit être effectué.

L'objectif de ces travaux est une remise en état naturel du site. Aussi, il sera fait une attention particulière à la remise en état du terrain à la fin des travaux. Le site devra être laissé en parfait état de propreté en fin de chantier. Aussi, l'entrepreneur prévoira un nettoyage manuel pour l'élimination de tous les déchets divers répandus sur le site. Ce nettoyage final devra être prévu dans la remise de l'offre de l'entreprise.

L'entrepreneur sera responsable du nettoyage des voies du domaine public utilisées par les camions et engins de chantier. Il sera également tenu pour responsable des éventuelles dégradations constatées sur les chaussées du domaine public consécutives aux passages, manœuvres et stationnement de tout camion ou engin.

Après présentation et acceptation par le maître d'ouvrage des zones de stockage, les accès au chantier et aux zones de stockage seront reconnus et matérialisés par l'entreprise.

Le constat de l'état de l'accès et de l'aire de stockage mise à disposition sera fait contradictoirement avec le maître d'ouvrage et consigné sur un compte-rendu de chantier.

A la fin du chantier et après le nettoyage et la remise en état des surfaces mises à disposition, un constat identique sera fait. L'entrepreneur sera entièrement responsable de toutes dégradations qu'il pourrait commettre.

Dans son offre, l'entreprise devra préciser la méthodologie prévue pour le nettoyage du chantier.

4.2. Dossier de fin de chantier

L'entreprise doit, dans le cadre de son marché, fournir en deux exemplaires un Dossier de Fin de Chantier (DFC).

Ce Dossier de Fin de Chantier comportera :

- **Les bordereaux de suivi des déchets (BSDI et BSDA)**